



**Arrêté temporaire relatif à l'utilisation du
domaine public communal à des fins
commerciales**

MAIRIE DE RÉGUSSE

Le Maire de la commune de Régusse, Var,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, L 2212-1 et suivants
VU le Code de la voirie routière,
VU le Code de commerce,
VU l'arrêté municipal fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la
commune pour occupation du domaine public communal,
VU la demande par laquelle la Société PIZZAS DON CAMILLE représentée par
Monsieur Camille COLL sollicite une autorisation d'occuper le domaine public communal
en vue d'exercer son commerce de vente à emporter,

**AUTORISATION
D'OCCUPATION
TEMPORAIRE**

**AOT n°2023-10-
001**

*Objet : Arrêté
temporaire relatif
à l'utilisation du
domaine public
communal à des
fins
commerciales*

ARRETE

Article 1 : Monsieur Camille COLL, né le 20 juin 1995 à MANOSQUE (04), dont la société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le SIRET n° 917 994 550 RCS Draguignan, est autorisée à occuper le domaine public sis le Cours Alexandre Gariel, devant la Mairie, en vue d'exercer son activité professionnelle de préparation ambulante de pizzas snack à emporter, et vente de boissons avec ou sans alcool tous les samedis à partir de 18h00 jusqu'à 22h00.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable du 1^{er} octobre au 31 décembre 2023. Elle est personnelle et incessible, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de modification, elle devra faire l'objet d'une nouvelle demande écrite. Tout renouvellement doit expressément faire l'objet d'une demande écrite avant le 31 décembre 2023.

Article 3 : Le permissionnaire s'acquittera de la redevance fixée par arrêté municipal. En cas de retard dans le paiement et, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque, les sommes non payées porteront intérêts au taux prévu en matière domaniale, quelle que soit la cause du retard. Le non-paiement de la redevance entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation.

Article 4 : Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 5 : Le permissionnaire devra laisser un passage d'un mètre vingt minimum

devant permettre la circulation des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres sur le domaine public réservé à ces fins.

Article 6 : Pour toute modification ponctuelle des conditions d'utilisation indiquées dans l'article 1^{er}, une demande doit être adressée au Maire 15 jours au moins avant tout évènement nécessitant de modifier les paramètres d'utilisation du domaine public. Elle fera l'objet d'une autorisation sous forme d'arrêté.

Article 7 : Toute absence ou modification du planning autorisé devra impérativement être signalée en mairie par écrit (courrier ou mail). Le non-respect de la présente disposition entraînera de facto le rejet de toute demande de réduction du montant de la redevance.

Article 8 : L'autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 9 : Madame la Directrice Générale des Services,
- le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- le Chef de Poste de la Police Municipale, et tous les Agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Régusse, le 29 septembre 2023

Le Maire,
Renée JEANNERET

